

## 6. Conclusion

Il serait futile de contester l'existence des tendances vers la mondialisation, l'harmonisation et un ordre international plus envahissant. En outre, l'attention que le Canada accorde aux droits de la personne, à la limitation des armements et aux politiques environnementales et commerciales le place toujours parmi les grands champions d'un régime international réglementé plus interventionniste, régime qu'il défend non seulement pour ses mérites intrinsèques, mais aussi pour l'importance du principe dans les grands secteurs d'activité du pays. Nous ne devrions pas, non plus, craindre un ordre international plus indiscret. Il arrivera, dans les domaines des droits de la personne ou de l'environnement, que ce que nous prêcherons reviendra nous hanter. Toutefois, nous ferions preuve d'incohérence et de myopie intellectuelle si nous renoncions à nos politiques à long terme pour des gains à court terme au moment où l'histoire évolue en sens inverse. Notre meilleur moyen de défense est la cohérence. Au chapitre des droits de la personne, cela suppose que nous acceptions de soumettre notre dossier au regard scrutateur du monde et que nous voulions aussi examiner celui d'autres pays. Dans le domaine de l'environnement, cela suppose que nous respections les principes que nous recommandons aux autres d'adopter. Aux fins de la limitation des armements, il nous faudra accepter la mise en place de systèmes de vérification transparents et indiscrets.

Il est essentiel de garantir un juste degré d'harmonie et de cohérence au Canada face à une société internationale envahissante et à ses effets possibles sur les intérêts du pays. Le Canada est un État fédéral; de nombreux gouvernements provinciaux sont touchés par des questions d'envergure internationale, et certains ont une expérience limitée dans ce domaine. C'est pourquoi le gouvernement fédéral devra déployer des efforts plus concertés pour expliquer l'évolution du système international et ses conséquences. De même, il faudra s'appliquer davantage à attirer l'attention des médias, des intellectuels, des organisations non gouvernementales et d'autres intervenants du pays sur cette évolution et sur ses conséquences pour le Canada dans les années à venir.